

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

**Réf SOLEIL : AFFAIRE 2026-046-VB**

### **OBJET DU CCAP**

**TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DES LABORATOIRES :  
CHIMIE 3, INRAE & MICROFLUIDIQUE – 2 LOTS :**

- **LOT 01 : Infrastructure**
- **LOT 02 : Ameublement**



# **PUBLIC**

*La version électronique fait foi.*

## TABLE DES MATIERES

1. OBJET.....	4
2. DESIGNATION DES CONTRACTANTS.....	4
3. LES CORRESPONDANTS .....	4
3.1. LA MAITRISE D'OUVRAGE.....	4
3.2. LA MAITRISE D'ŒUVRE .....	4
4. DOCUMENTS APPLICABLES .....	5
5. ETENDUE DES TRAVAUX .....	5
5.1. TRAVAUX – LOT 1 .....	5
5.2. AMEUBLEMENT – LOT 2.....	6
6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	6
6.1. RESPECT PAR LE TITULAIRE DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE .....	6
6.2. RESPECT PAR LE TITULAIRE DU MARCHE DE LA REGLEMENTATION EN MATIERE DE DETACHEMENT TRANSNATIONAL DE SALARIES .....	6
6.3. SOUS-TRAITANCE .....	6
6.4. ORDRE DE SERVICE - TRAITEMENT DES MODIFICATIONS - AVENANTS.....	7
7. RESPONSABILITÉS .....	7
7.1. RESPONSABILITE RELATIVE AU MOBILIER EXISTANT.....	7
7.2. RESPONSABILITE POUR DEGRADATIONS .....	8
7.3. RESPONSABILITE DE SOLEIL .....	8
8. DELAIS OU PLANNING GENERAL DE REALISATION .....	8
8.1. DELAIS .....	8
8.2. PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION.....	9
8.3. ARRET DE CHANTIER .....	9
9. MONTANT DU MARCHE - PRIX.....	9
9.1. GENERALITE .....	9
9.2. SPECIFICITES LIEES AU MOBILIER .....	9
9.3. CLAUSE DE REEXAMEN.....	10
10. PAIEMENT – FACTURATION .....	10
10.1. DELAI DE PAIEMENT .....	10
10.2. CONDITIONS DE FACTURATION .....	10
10.3. MODALITES SPECIFIQUES .....	10
10.3.1. TRAVAUX .....	10
10.3.2. AMEUBLEMENT .....	10
10.4. AVANCES (LOT 1) .....	10

---

10.5.	RETENUE DE GARANTIE (LOT 1) .....	11
10.6.	GARANTIE FINANCIERE DE BONNE FIN ET D'ACHEVEMENT (LOT 1) .....	11
11.	GARANTIE .....	11
11.1.	TRAVAUX .....	11
11.2.	AMEUBLEMENT .....	11
12.	PENALITES .....	11
12.1.	TRAVAUX .....	11
12.2.	AMEUBLEMENT .....	12
13.	REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES .....	13
14.	DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX ET FCS .....	13

## 1. OBJET

Le présent CCAP définit les conditions selon lesquelles SOLEIL Maitre d'Ouvrage (MOU) confie au Titulaire, qui accepte dans le cadre du réaménagement des laboratoires INRAe, CHIMIE 3 & MICROFLUIDIQUE :

- La réalisation des travaux d'infrastructure (LOT 1)
- la fourniture, manutention, installation et mise en service de mobilier de laboratoire (LOT 02)

Pour le compte de la Société civile Synchrotron SOLEIL située à Saint Aubin (91), ci-après dénommée SOLEIL.

Le lieu d'exécution des Travaux est sur le site du Synchrotron SOLEIL, l'Orme des Merisiers, Départementale 128 – 91190 SAINT-AUBIN.

Les prestations comprennent notamment, sans que cette liste soit exhaustive :

- Les travaux d'aménagement et d'infrastructure ;
- Le démontage, le conditionnement, le stockage et la remise en place de mobilier existant ;
- La mise au rebut des équipements non réutilisables ;
- La fabrication et/ou la fourniture de mobilier neuf ;
- L'emballage, le transport, la livraison sur site ;
- L'installation, le montage et la mise en service des équipements ;
- Les essais et la vérification du bon fonctionnement.

## 2. DESIGNATION DES CONTRACTANTS

Le marché est conclu entre :

La Société civile **Synchrotron SOLEIL** ci-après dénommée "SOLEIL", domiciliée à L'Orme des Merisiers – Départementale 128 – 91190 Saint-Aubin, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Evry sous le numéro RCS : 439 684 903, dénommé « maitre d'ouvrage » dans le présent CCAP,

Et

Le Titulaire du marché, désigné à l'article 1 de l'acte d'engagement dénommé « Le Titulaire » dans le présent CCAP.

## 3. LES CORRESPONDANTS

### 3.1. LA MAITRISE D'OUVRAGE

SOLEIL aura la charge de la Maîtrise d'ouvrage de l'opération dans sa globalité.

Le correspondant est :

- LOT 01 Infrastructure: Mohamed ELTONSY [mohamed.eltonsy@synchrotron-soleil.fr](mailto:mohamed.eltonsy@synchrotron-soleil.fr)
- LOT 02 Ameublement: Kewin DESJARDINS [Kewin.desjardins@synchrotron-soleil.fr](mailto:Kewin.desjardins@synchrotron-soleil.fr)

### 3.2. LA MAITRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre est assurée par la société VULCAIN, domiciliée 92 Av. du général de Gaulle – 92200 NEUILLY S/SEINE

Son correspondant est : Mme Djené TRAORE [djene.traore@vulcain-eng.com](mailto:djene.traore@vulcain-eng.com)

Chaque Titulaire désigne, dès la notification du marché, un responsable unique, interlocuteur privilégié du Maître d'Ouvrage et de la Maîtrise d'Œuvre.

Ce représentant a notamment pour mission :

- D'assurer la coordination des équipes ;
- De veiller au respect des obligations contractuelles ;
- De garantir l'application des règles de sécurité ;
- De représenter le titulaire en toutes circonstances relatives à l'exécution du marché.

## 4. DOCUMENTS APPLICABLES

Les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes (financières, planning...), relatif au lot concerné,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots,
- Le Cahier Des Clauses Administratives Générales TRAVAUX applicables aux marchés publics de travaux - en vigueur, non fourni par SOLEIL, mais réputé connu des candidats, pour le lot 1,
- Le Cahier Des Clauses Administratives Générales (CCAG FCS) applicables aux marchés publics - version en vigueur à la date de signature du marché, non fourni par SOLEIL, mais réputé connu du candidat, pour le lot 2,
- Le planning,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du lot concerné :
  - LOT 01 Infrastructure
  - LOT 02 Ameublement
- L'ensemble des pièces techniques figurant en annexe du présent CCAP,
- Le protocole de sécurité SOLEIL,
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) du lot concerné,
- Les plans généraux, les notices et les plans techniques,
- Le Règlement Intérieur du Synchrotron SOLEIL (édition du 1er mai 2014),
- La proposition du ou des Titulaires des marchés,

Il est à noter que les pièces générales, bien que non annexées au présent dossier sont réputées connues de l'entreprise.

## 5. ETENDUE DES TRAVAUX

### 5.1. TRAVAUX – LOT 1

Le Titulaire s'engage à exécuter l'ensemble des travaux conformément :

- Aux dispositions du CCTP ;
- Aux règles de l'art ;
- Aux normes françaises et européennes en vigueur ;
- Aux prescriptions réglementaires applicables.

Les travaux comprennent toutes les sujétions nécessaires à leur parfaite réalisation, y compris celles non explicitement mentionnées mais indispensables.

## **5.2. AMEUBLEMENT – LOT 2**

Les prestations comprennent notamment :

- Le démontage du mobilier existant ;
- La manutention interne et le stockage temporaire ;
- La mise au rebut des éléments non conservés ;
- La fourniture et fabrication de mobilier neuf ;
- Le conditionnement et le transport jusqu'au site ;
- La livraison selon les modalités définies (DPU SOLEIL) ;
- L'installation, le réglage et la fixation des équipements ;
- La mise en service et les essais de conformité.

## **6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **6.1. RESPECT PAR LE TITULAIRE DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE**

Le Titulaire s'engage à informer et à transmettre à SOLEIL, conformément à la réglementation, les pièces suivantes :

- La liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- L'attestation du respect de ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

### **6.2. RESPECT PAR LE TITULAIRE DU MARCHE DE LA REGLEMENTATION EN MATIERE DE DETACHEMENT TRANSNATIONAL DE SALARIES**

Conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants à SOLEIL :

- Une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2- 1 du code du travail.

### **6.3. SOUS-TRAITANCE**

**Le Titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité du marché.**

Dans le cas où le Titulaire sous-traite une partie des travaux prévus dans le cadre du présent CCAP, il doit remettre à SOLEIL une demande d'acceptation de sous-traitant (DC4). Le Titulaire ne peut présenter à l'acceptation de SOLEIL que des entreprises répondant aux conditions fixées au code de la commande publique.

Le Titulaire est tenu de faire respecter ses obligations contractuelles nées du présent CCAP par son (ou ses) sous-traitant(s).

**L'acceptation de sous-traitance sera limitée au rang 2.**

---

#### **6.4. ORDRE DE SERVICE - TRAITEMENT DES MODIFICATIONS - AVENANTS**

Les ordres de service (O.S) sont émis par le maître d'œuvre, après validation préalable par le Maître d'Ouvrage.

Pour toute modification, le Titulaire établit une fiche de modification, qui indique, avant tout commencement d'exécution :

- Son origine,
- Son contenu détaillé,
- L'analyse de son impact sur le projet (corrections de prestations ou fournitures antérieures et modifications de prestations ou fournitures à venir),
- Son incidence sur les performances techniques,
- Son incidence sur le planning,
- Son incidence financière éventuelle détaillée, à la hausse comme à la baisse.

Un O.S correspondant à cette modification sera établi par la MOE après acceptation de cette fiche par SOLEIL. La modification n'a pas de conséquence sur le montant du forfait ni sur le planning contractuel dans les cas suivants :

- La modification n'a pas d'impact sur la réalisation des Travaux incombant au Titulaire,
- La modification résulte d'un oubli, d'une erreur, d'une mauvaise appréciation ou d'une négligence du Titulaire,
- La modification est liée à une remarque de l'organisme de contrôle pour des travaux mal appréciés par le Titulaire (oubli, erreurs, mauvaise appréciation, négligence).

Les incidences financières des modifications prises en compte et dûment acceptées par SOLEIL, feront l'objet d'un avenant qui permet les règlements supplémentaires éventuels.

L'avenant regroupe une série de fiches de modification. Tout avenant est établi au mieux six mois à compter de la date de la première fiche de la série des fiches de modification. Il prend en compte toutes les fiches de modification, qui ont recueilli l'accord sans réserve de SOLEIL et du Titulaire, établies au cours des six mois suivant l'établissement de la première fiche.

## **7. RESPONSABILITÉS**

### **7.1. RESPONSABILITE RELATIVE AU MOBILIER EXISTANT**

La prestation prévoit une reprise de certains mobiliers existants, au regard de la visite de site préalable à la remise d'offre et de la proposition du Titulaire.

L'analyse des éléments à reprendre est de la responsabilité du Titulaire qui en fera son affaire et sera responsable en cas de dégradation de celui-ci lors de opérations de démontage, manutention, remontage et mise en service. Tout mobilier dégradé sera donc remplacé à ses frais.

De même, il appartient au Titulaire de prévoir tous les éléments permettant un stockage optimal des mobiliers existants réutilisés pendant les travaux de réaménagement des zones de laboratoires sur la zone prévue à cet effet par SOLEIL.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'état des mobiliers existants préalablement à la remise de son offre. Il renonce en conséquence à toute réclamation liée à un prétendu état dégradé non signalé.

Le Titulaire doit mettre en œuvre tous les moyens nécessaires, techniques et humains, pour garantir l'intégrité des biens confiés.

En cas de dommage, perte, détérioration ou dysfonctionnement constaté :

- le Titulaire est tenu de procéder, à ses frais exclusifs, au remplacement à l'identique ou, à défaut, par un équipement de caractéristiques techniques et fonctionnelles équivalentes ou supérieures ;
- aucune incidence financière ou de délai ne pourra être imputée au Maître d'Ouvrage ;
- le remplacement devra intervenir dans les délais compatibles avec le planning du projet.

## **7.2. RESPONSABILITE POUR DEGRADATIONS**

Le Titulaire est responsable, dans les conditions du droit commun et des dispositions du CCAG applicable, de l'ensemble des dommages causés dans le cadre de l'exécution du marché, notamment :

- aux biens mobiliers et immobiliers appartenant au Maître d'Ouvrage ;
- aux installations techniques existantes (réseaux, équipements, infrastructures) ;
- aux ouvrages en cours de réalisation ;
- aux tiers, y compris les autres entreprises intervenant sur le site.

Cette responsabilité couvre :

- les dommages matériels directs et indirects ;
- les dommages immatériels consécutifs ou non consécutifs ;
- les dégradations résultant de fautes, négligences, imprudences ou défaut d'organisation.

Le Titulaire est tenu d'assurer, à ses frais exclusifs :

- la remise en état complète des ouvrages et installations endommagés ;
- le remplacement des équipements détériorés ;
- la réparation de tous préjudices causés.

Ces obligations s'appliquent également aux dommages causés par :

- ses préposés ;
- ses sous-traitants ;
- ses fournisseurs.

## **7.3. RESPONSABILITE DE SOLEIL**

SOLEIL est responsable de la surveillance de la zone de stockage des mobiliers existants pendant les travaux de réaménagement des zones de laboratoires.

# **8. DELAIS OU PLANNING GENERAL DE REALISATION**

## **8.1. DELAIS**

Le Titulaire s'engage à réaliser les Travaux objet du présent CCAP, conformément au planning général de l'opération, ainsi qu'au respect des échéances intermédiaires fixées dans ce planning, à compter de la date de notification et de signature de l'acte d'engagement, et notamment la date de réception finale des travaux fixée à **49 semaines après signature** au plus tard.



## **8.2. PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION**

Les retards ou interruptions qui peuvent intervenir en cours d'exécution des Travaux et pour lesquels le Titulaire n'est pas responsable, font l'objet d'ajustements correctifs au planning d'exécution, d'un commun accord entre les parties. Il peut s'agir, principalement :

- Des délais inhérents au processus réglementaire (délais d'instruction par les autorités compétentes),
- De cas de force majeure, au sens des dispositions législatives et réglementaires en vigueur et, notamment, le code civil.
- D'intempéries, au sens des dispositions législatives et réglementaires en vigueur et, notamment, le code du travail, au-delà de 15 jours consécutifs ou non que le Titulaire est présumé avoir anticipé dans son planning.

Le Titulaire ne peut pas invoquer les cas d'intempéries indiqués ci-dessus pour solliciter un ajustement du planning s'ils s'appliquent suite à des retards ou suspensions des travaux en cours d'exécution de son fait.

### *a) Prolongations du fait du Maître d'Ouvrage*

Les retards ou suspensions qui peuvent survenir en cours d'exécution des Travaux du fait de SOLEIL et pour lesquels la responsabilité du Titulaire ne peut pas être engagée font également l'objet d'ajustements correctifs au planning d'exécution.

### *b) Prolongations du fait du Titulaire*

Les retards ou suspensions qui peuvent survenir en cours d'exécution des Travaux du fait du Titulaire ne peuvent en aucun cas être invoqués par lui pour solliciter un quelconque ajustement du planning d'exécution. Le non-respect des délais de ce planning entraîne l'application de pénalités de retard prévues à l'article ci-après. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux modifications du fait du Titulaire acceptées par SOLEIL.

## **8.3. ARRET DE CHANTIER**

Modalités applicables suivant l'article 53 du CCAG TRAVAUX en vigueur.

# **9. MONTANT DU MARCHÉ - PRIX**

## **9.1. GENERALITE**

Le montant du marché est fixé à la somme forfaitaire et ferme défini dans l'acte d'engagement et son annexe financière. Ce montant comprend toutes les sujétions afférentes aux dits travaux et/ou fournitures et services.

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché.

Les Travaux du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la DPGF. Seuls les Travaux supprimés ou ajoutés et/ou modifiés et ayant fait l'objet d'une fiche de modification acceptée par SOLEIL, la Maîtrise d'Œuvre et le Titulaire, peuvent faire varier le montant du marché.

## **9.2. SPECIFICITES LIEES AU MOBILIER**

Les prix afférents au mobilier intègrent :

- L'emballage et le conditionnement ;
- Le transport jusqu'au site selon les conditions **DPU – SOLEIL Saint-Aubin (INCOTERMS 2020)** ;

- L'assurance transport ;
- La livraison sur site ;
- L'installation, le réglage et la mise en service.

### 9.3. CLAUSE DE REEXAMEN

Le présent CCAP pourra, en cas de modifications des prestations prévues au marché, faire l'objet d'une ou plusieurs modifications au sens des dispositions de l'article 54 du CCAG TRAVAUX et au sens de l'article 25 du CCAG FCS.

## 10. PAIEMENT – FACTURATION

### 10.1. DELAI DE PAIEMENT

Le délai global de paiement est fixé à **30 jours fin de mois** à compter :

- De la date d'émission de la facture,
- Et après validation des prestations par le Maître d'Ouvrage.

### 10.2. CONDITIONS DE FACTURATION

Les factures doivent mentionner obligatoirement le numéro du marché et doivent être accompagnées des pièces justificatives (situations, PV, etc.).

La transmission des factures électroniques est effectuée par mail à l'adresse de facturation suivante : [finances@synchrotron-soleil.fr](mailto:finances@synchrotron-soleil.fr)

### 10.3. MODALITES SPECIFIQUES

#### 10.3.1. TRAVAUX

Les prestations du Titulaire sont payées sur situations mensuelles cumulatives validées par la maîtrise d'œuvre, diminuées chacune de cinq pour cent (5%) pour retenue de garantie.

#### 10.3.2. AMEUBLEMENT

Le paiement des prestations d'ameublement s'effectue selon l'échéancier suivant :

- **Phase 1** : démontage, manutention, stockage → 30 %
- **Phase 2** : fourniture, transport, livraison → 40 %
- **Phase 3** : installation, mise en service → 30 %

Chaque phase fait l'objet d'un procès-verbal de réception sans réserve.

La réception du matériel lors de la phase 3 sera faite à SOLEIL après mise en service et essais satisfaisants démontrant que les performances spécifiées sont parfaitement conformes au Cahier des Charges Techniques.

La période de garantie commencera après l'acceptation sans réserve de SOLEIL de la phase 3.

### 10.4. AVANCES (LOT 1)

Une avance est accordée au Titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé selon les modalités relatives à l'option A du CCAG TRAVAUX.

### **10.5. RETENUE DE GARANTIE (LOT 1)**

La retenue de garantie (5% du montant HT du marché) sera payée à la condition que toutes les réserves aient été levées et sous réserve de la constitution d'une garantie bancaire équivalente, dont la mainlevée sera prononcée à l'expiration du délai de garantie du marché.

### **10.6. GARANTIE FINANCIERE DE BONNE FIN ET D'ACHEVEMENT (LOT 1)**

Conformément aux dispositions de la loi n° 71-584 du 16 juillet 1971, une retenue de garantie de 5% sera appliquée sur les demandes d'acompte présentées par le Titulaire.

Cette retenue pourra être remplacée par la fourniture par l'entrepreneur d'une caution émanant d'un établissement financier.

## **11. GARANTIE**

### **11.1. TRAVAUX**

Les garanties prévues au titre du marché Travaux sont les garanties légales et les garanties prévues dans le CCAG TRAVAUX. Il est rappelé à ce titre que le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an à compter de la date d'effet de la réception, de deux ans pour la garantie de bon fonctionnement et de 10 ans pour la garantie résultant des articles 1792 et suivants du Code Civil. Pendant ces délais de garantie, tous les frais de fourniture, de main d'œuvre et de déplacement du personnel sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à intervenir pour réparer les désordres au plus tard dans un délai de un jour ouvré suivant la réception d'un courrier électronique de demande d'intervention du Maître d'Ouvrage.

### **11.2. AMEUBLEMENT**

La garantie complète pièces et main d'œuvre est établie pour une période de vingt-quatre (24) mois à compter de la date de réception définitive des prestations par SOLEIL.

Les prestations – et notamment les mobiliers - doivent être conformes aux stipulations du marché, aux prescriptions des normes françaises homologuées et aux spécifications techniques établies par les groupes permanents d'étude des marchés, normes ou spécifications applicables.

## **12. PENALITES**

### **12.1. TRAVAUX**

Par dérogation à l'article 19 du CCAG TRAVAUX, en cas de manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, des pénalités forfaitaires ou proportionnelles pourront être appliquées conformément aux stipulations du CCTP. Toute pénalité ou amende due au non-respect de ces clauses sera aux frais exclusifs du Titulaire.

Le respect des délais est essentiel pour la réussite du projet et le bon fonctionnement de SOLEIL. La maîtrise d'ouvrage pourra appliquer des pénalités pour tout retard imputable au Titulaire dans l'exécution des prestations par rapport aux délais contractuels.

Les pénalités sont et s'appliquent indépendamment de la preuve d'un préjudice subi par le maître d'ouvrage. Le montant des pénalités de retard par rapport au délai contractuel global du Titulaire est fixé à 1/1 000e du montant hors taxes du marché par jour calendaire de retard. En cas de retard imputable au Titulaire dans l'exécution des travaux d'un délai partiel ou jalon intermédiaire établi en accord avec la MOA et la MOE, il est appliqué une pénalité journalière de 1/3 000e du montant hors taxes du marché par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG TRAVAUX, aucune pénalité ne sera appliquée si le total reste inférieur ou égal à 500 €.

En cas de non-remise des documents exigés (plans, DOE, certificats et tout document demandé par la MOE ou la MOA ayant un impact sur le chantier et la pérennité de l'ouvrage) dans les délais prévus dans le présent CCTP, une pénalité forfaitaire pourra être appliquée après mise en demeure restée sans effet. La MOA pourra également décider d'appliquer une retenue provisoire sur le dernier décompte mensuel, qui sera restituée après remise complète des documents.

Non-respect des obligations particulières (sécurité, environnement) fixé à 1/1 000e du montant hors taxes du marché par jour calendaire de retard, après demande expresse de la MOE ou de la MOA de se mettre en conformité.

- Non-remise des documents : 500 € par document non fourni dans les délais contractuels prévus.
- Non-respect des obligations spécifiques : 200 € par absence à une réunion

Les pénalités seront précomptées sur les acomptes mensuels lors de l'établissement des états d'acompte ou intégrées au décompte général et définitif, selon la décision du maître d'ouvrage.

Le montant cumulé des pénalités ne pourra excéder 15 % du montant hors taxes du marché. Avant toute application, le maître d'ouvrage notifiera le Titulaire par écrit et lui laissera un délai de 15 jours pour présenter ses observations.

Pour les éléments non mentionnés, en cas de conflit ou de stipulation ambiguë, il sera fait référence à l'arrêté du 8 septembre 2009 portant approbation du CCAG-Travaux applicable aux marchés publics de travaux.

Les pénalités sont cumulatives et leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle du marché. Dans l'hypothèse d'une résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de résiliation. Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

## **12.2. AMEUBLEMENT**

Par dérogation au CCAG FCS, les pénalités pour retard d'exécution dans le planning contractuel s'appliquent selon la formule suivante :  $P = V * R / 500$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

### 13. REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

Tout différend relatif à la validité ou à l'exécution du marché, non résolu à l'amiable entre les Parties sera soumis aux tribunaux compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

### 14. DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX ET FCS

Articles du CCAP	Articles du CCAG TRAVAUX	Articles du CCAG FCS
Article 11- Pénalités	Article 14 - Pénalités	Article 14 - Pénalités
Article 12 - Assurances	Article 8 - Assurances	Article 9 - Assurances